



Elections européennes 26 mai

avec
IAN BROSSAT

#EuropeDesGens

10 QUESTIONS, 10 RÉPONSES **À PROPOS DE L'UNION EUROPÉENNE ET DES ÉLECTIONS** **DE MAI 2019**

1) À QUOI PEUT-IL SERVIR DE VOTER AUX ÉLECTIONS EUROPÉENNES, DANS LE CONTEXTE POLITIQUE ACTUEL, ET POUR NOTRE LISTE ?

-Il y a un enjeu national : ce scrutin sera la première occasion de sanctionner Macron pour sa politique de démantèlement systématique des conquêtes sociales et pour son insupportable mépris des classes populaires.

-Mais il y a surtout un double enjeu politique européen. En premier lieu, la MONTEE DES NATIONALISMES dans toute l'UE constitue un danger dramatiquement sous-estimé, voire banalisé. Il ne se limite pas à la Pologne ou à la Hongrie. En particulier, l' "axe" mis en place entre les extrêmes-droites allemande, autrichienne et italienne est une monstruosité, illustrée notamment par leur attitude littéralement inhumaine envers les réfugiés, et aussi leur vision archaïque de la société (l'Autriche vient de porter à...60 heures par semaine la durée maximale du travail !) Face à ce spectre menaçant pour nos libertés, nos droits et notre civilisation, les forces de gauche ont un triple devoir :

D'abord, ne pas mettre le petit doigt dans l'engrenage mortel du nationalisme. Ensuite, ne pas laisser passer l'occasion de manifester leur exigence de justice sociale, leur attachement à la solidarité, leur volonté de coopération pacifique. Et donc, leur détermination à agir pour une transformation profonde de l'UE, dont les politiques irresponsables ont contribué à la situation que nous connaissons aujourd'hui. Enfin, tous les courants progressistes qui partagent cette ambition doivent impérativement s'unir pour ces élections afin de peser vraiment, en France et dans l'UE. C'est dans cet esprit que le PCF et son chef de file pour ce scrutin, Ian Brossat, tendent la main à toutes ces organisations, à tous ces mouvements ou associations, à toutes les personnalités qui se retrouvent dans ces valeurs.

En résumé, le SOCIAL (et son indissociable corollaire aujourd'hui, l'ÉCOLOGIE); la SOLIDARITÉ ; la COOPÉRATION sont les marqueurs de notre liste, à l'opposé des nationalismes comme des politiques libérales et autoritaires qui nous ont conduits dans l'impasse dangereuse où se trouve l'UE aujourd'hui. Nous appelons les courants et personnalités progressistes qui partagent cette ambition à S'UNIR pour peser.

-L'autre enjeu européen est lié aux pouvoirs, largement méconnus, du Parlement européen (voir question No 2)

2) QUELS SONT AU JUSTE LES POUVOIRS DU PARLEMENT EUROPÉEN ?

Contrairement à une idée reçue, ils sont tout sauf négligeables !

C'est particulièrement vrai pour L'ADOPTION DES « DIRECTIVES » européennes (libéralisation des services publics; "Travailleurs détachés"; "Secret des affaires"...). Toutes ces règles n'existent QUE parce qu'une majorité de parlementaires européens (et une très nette majorité de gouvernements) ont voté à leur faveur. Dans le cas contraire, le projet de la Commission va tout simplement au panier ! Qui le sait ?

Un seul exemple : la directive utilisée par Macron pour justifier l'ouverture de la SNCF-voyageurs à la concurrence a failli être rejetée au Parlement le 14 décembre 2014. Cela s'est joué à 15 voix ! (Le Parlement européen compte 751 membres).

Cela en dit long sur l'utilité du vote aux élections européennes de mai 2019 et d'un choix efficace de la liste à renforcer ! Surtout que, cette fois, ce sera la PROPORTIONNELLE : chaque voix comptera ! 1979-2009 : aucune force politique

française ne peut afficher la fidélité sans faille au parti-pris social et anti-libéral du PCF sur les enjeux européens (cf : marché unique en 1986; traité de Maastricht en 1992; traité constitutionnel en 2005)

Tout ceci est à souligner non seulement auprès des électrices et électeurs de gauche des derniers scrutins européens, mais aussi à celles et à ceux qui, tout en étant clairement progressistes, ont l'habitude de s'abstenir aux élections européennes. (En 2014, il y avait 57% d'abstentions, dont 65% parmi les ouvriers et les employés, et...73% parmi les jeunes de moins de 35 ans !). Cela donne une idée de la marge de progression possible des votes pour une construction européenne sociale et écologique, solidaire et démocratique, coopérative et pacifique.

3) EN QUOI LE CHOIX, VOULU PAR MACRON, ENTRE "PRO-EUROPÉENS" ET "ANTI-EUROPÉENS", EST-IL UN PIÈGE À ÉVITER ABSOLUMENT ?

On peut ETRE FONDAMENTALEMENT FAVORABLE à une construction européenne conçue pour rapprocher des peuples et des nations dans des coopérations solidaires à l'heure des interdépendances ET, pour cette raison-même, S'OPPOSER RADICALEMENT à la logique de concurrence, de financiarisation et de forteresse de l'actuelle Union européenne ! C'est le cas du Parti communiste français. Ne laissons pas accaparer l' idée européenne par ceux-là même qui l'abîment, au risque de la détruire, par le "tout-marché", la "concurrence libre" et la fermeture des frontières aux réfugiés !

Nous revendiquons l'idée européenne, pour notre part, dans une tout autre optique : nous proposons d'aller vers la constitution d' une masse critique de pays ayant la volonté de s'émanciper ensemble de la domination des marchés financiers; de créer ensemble les conditions -moyens financiers, droits sociaux, formation et culture, politique économique- d'une promotion durable des capacités humaines; de maîtriser ensemble, démocratiquement, la révolution numérique et informationnelle; de faire progresser ensemble la conversion écologique de nos économies; de travailler ensemble à la sécurité collective sur notre continent; d'impulser ensemble des solutions aux grands enjeux planétaires -développement, environnement, désarmement...- dans le respect des principes de la Charte des Nations-Unies.

4) QUELLES SONT LES TARES FONDAMENTALES DE L'ACTUELLE UNION EUROPÉENNE QUE NOUS COMBATTONS PIED À PIED ?

On peut les résumer en trois mots : PRIORITÉ AUX MARCHÉS ! Notamment les marchés financiers. Cette priorité imprègne sa politique économique et sociale brutalement libérale, son mode de fonctionnement vertical et autoritaire, tout comme sa relation au reste du monde.

Sur le plan économique et social :

Alors que la dette des États, largement illégitime, est instrumentalisée pour justifier les POLITIQUES D'AUSTÉRITÉ, des sommes colossales sont détournées de "l'économie réelle", à plus forte raison du terrain social, et orientées vers des opérations financières : les missions actuelles de la Banque centrale européenne sont entièrement conçues en ce sens.

La même logique caractérise la "CONCURRENCE LIBRE ET NON FAUSSÉE » : c'est l'organisation du "DUMPING SOCIAL". Elle vise à tirer les salaires et les conquêtes sociales vers le bas. De la même façon, les traités européens autorisent un "DUMPING FISCAL" sans limite entre États membres: il s'ensuit une course à la baisse de l'impôt sur les bénéficiaires des entreprises et une inflation de cadeaux fiscaux aux groupes multinationaux.

L'ÉVASION FISCALE reste, quant à elle, largement impunie et atteint des sommets : 1000 milliards d'euros par an perdus pour les États de l'UE (révélation des "Paradise Papers") !

Les SERVICES PUBLICS, parce qu'ils échappent aux "marchés", sont la "bête noire" des actuels traités européens : d'où les pressions extrêmes pour leur ouverture à la concurrence et pour les privatisations.

Toute cette politique accroît les inégalités et multiplie les laissés-pour-compte. Elle est pour beaucoup dans le désarroi populaire dont se nourrissent les courants populistes.

Sur le plan du fonctionnement de l'UE :

Il est de plus en plus vertical et autoritaire. En particulièrement depuis la crise de la zone euro, à partir de 2010. Le "PACTE DE STABILITÉ budgétaire" devient beaucoup plus coercitif. Sous la pression des dirigeants allemands -en tant que principaux créanciers des États sanctionnés par les marchés financiers (montée en flèche du loyer de l'argent)- a été instituée une "nouvelle gouvernance économique" foncièrement anti-démocratique. C'est le "TRAITÉ BUDGÉTAIRE" (que le candidat Hollande avait promis de renégocier...) : il a notamment institué la

"REGLE D'OR" qui impose que "le déficit budgétaire structurel" d'un pays ne dépasse pas 0,5% de son PIB). C'est aussi une série de directives et de règlements, adoptés par une majorité de parlementaires européens sans quoi ils ne s'appliqueraient pas...En vertu de ces dispositions, chaque gouvernement s'est engagé à conformer le budget national et sa politique économique aux "recommandations" de la Commission européenne, sous peine de "sanctions" ! Ces pratiques, en contradiction ouverte avec la souveraineté populaire dans chaque pays, ont, elles aussi, puissamment contribué au sentiment -légitime- de révolte, dévoyé, faute de perspectives de changements, par les courants nationalistes.

Sur le plan de la relation de l'UE avec le reste du monde :

Sa "priorité aux marchés" pousse l'UE dans une FUIITE EN AVANT LIBRE-ÉCHANGISTE. En particulier avec les grandes puissances commerciales occidentales. Ces traités sont fondés sur un "donnant-donnant" entre les négociateurs de l'UE et leurs "partenaires" qui conduisent à sacrifier des intérêts économiques et sociaux majeurs (par exemple, l'agriculture paysanne) contre l'ouverture de nouveaux marchés lucratifs exigée par tels ou tels lobbies européens. Ils dépassent en fait le cadre commercial proprement dit. Ils visent une dangereuse "harmonisation des normes" sociales, environnementales, sanitaires... (TAFTA, CETA...) Nombre d'entre eux prévoient des "tribunaux d'arbitrage" privés permettant aux groupes multinationaux d'attaquer des États qui prendraient des mesures jugées préjudiciables aux intérêts de ces firmes.

La logique du "tout-marché" a également mis fin aux anciennes "relations privilégiées" entre l'UE et de nombreux pays du sud (Afrique, Caraïbes, Pacifique) au profit d'accords de libre-échange : en l'occurrence, du pot de fer et du pot de terre.

Quant au NAUFRAGE MORAL des gouvernements de l'UE que constitue leur rejet cynique et cruel des personnes migrantes à la recherche d'un refuge, il illustre jusqu'à la caricature jusqu'à quelles extrémités peut conduire cette obsession du « tout-marché » : les milieux d'affaires célèbrent volontiers « l'eldorado africain », mais leur mondialisation ne s'intéresse aux peuples du Sud que comme fournisseurs de matières premières et comme clients potentiels. Le mot « SOLIDARITÉ » ne fait pas partie de leur vocabulaire.

5) COMMENT UNE FRANCE DE GAUCHE POURRAIT-ELLE AGIR POUR UNE AUTRE POLITIQUE DANS UNE UE MAJORITAIREMENT CONSERVATRICE, VOIRE RÉACTIONNAIRE ?

C'EST POSSIBLE ! Les structures dirigeantes de l'UE ne sont pas une "muraille de Chine". Elles sont aujourd'hui d'autant plus vulnérables qu'elles sont en crise profonde, faute d'un soutien populaire indispensable à leur pérennisation. Des brèches non négligeables peuvent dès aujourd'hui être ouvertes dans la "muraille" si les conditions politiques en sont remplies. Par exemple, les révélations des "Panama Papers" sur les évasions fiscales massives de la part d'entreprises et de personnages célèbres de l'UE ont permis d'imposer des mesures, certes très insuffisantes, mais hier encore inimaginables, tels le projet de taxation des "GAFAM" (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) ou encore les redressements spectaculaires imposés à certains gros fraudeurs, comme les 13 milliards d'euros qu'Apple a dû rembourser à l'Irlande.

Cela étant, des intérêts gigantesques sont en jeu qu'il faut avoir à l'esprit: « CHANGER L'EUROPE » est -comme changer la France- UN COMBAT DE CLASSE. Il faut, pour pouvoir rompre avec une logique et en promouvoir une autre, construire des rapports de force. À tous les niveaux : dans chaque société -et, dans toute la mesure du possible, entre les sociétés -, parmi les gouvernements et les parlements des États membres, au Parlement européen...

Un GOUVERNEMENT FRANÇAIS DÉTERMINÉ à porter au sein du Conseil européen des exigences de transformations partagées par des dizaines de millions d'Européennes et d'Européens changerait, en soi-même, la donne, car cela ne s'est jamais vu ! S'il pouvait prendre appui sur de PUISSANTES MOBILISATIONS, si possible plurinationales, pour mener ces bras de fer, cela décuplerait sa capacité d'action transformatrice.

Si, dans ce contexte, il travaillait, en outre, activement à des CONVERGENCES, même partielles, avec d'autres gouvernements, il s'ouvrirait d'autant plus de potentialités : par exemple, les actuels gouvernements espagnols et portugais ne seraient vraisemblablement pas mécontents de pouvoir agir avec un pays comme la France pour résister à certaines pressions des autorités allemandes et faire avancer des mesures de solidarité qui leur font, aujourd'hui, cruellement défaut.

En aucun cas, un tel combat ne peut se gagner par des coups de menton ou des chantages à la "sortie": l'expérience laborieuse du "Brexit" doit faire réfléchir quiconque pense que l'UE n'est qu'un château de cartes. À plus forte raison si la confrontation oppose, non de simples rivaux capitalistes comme c'est le cas entre

l'UE et le gouvernement de Londres, mais des projets politiques contradictoires, voire antagonistes.

Nous agissons pour une "**UNION DE NATIONS ET DE PEUPLES SOUVERAINS ET ASSOCIÉS**". Dans cette expression, chaque mot compte. "Union", car dans la mondialisation, faire cavalier seul conduit à l'impasse sinon aux affrontements (cf Trump). "Nations", car nous pensons que chacune d'elles doit être respectée dans sa culture, son histoire et ses spécificités. "Peuples", car c'est, en définitive, d'eux, des citoyennes et des citoyens, que tout procède. "Souverains ET associés", car nous estimons à la fois nécessaire d'unir les nations et les peuples pour maîtriser en commun les interdépendances, et de le faire sur la base de choix souverains des citoyennes et des citoyens de chaque pays.

Il en résulte que l'Union que nous appelons de nos vœux ne sera pas monolithique. Si un ou plusieurs peuples décident de **ROMPRE AVEC LE « TOUT-MARCHÉ » POUR « L'HUMAIN D'ABORD »**, son ou leur choix souverain doit être respecté au sein de l'UE. Dans certains domaines, ils coopèreront avec l'ensemble des pays membres. Dans d'autres, ils se frayeront progressivement leur propre chemin, en construisant les convergences les plus larges possibles avec d'autres pays membres dans un esprit solidaire et coopératif. Répétons-le : c'est un combat de classe. Nous souhaitons le pousser aussi loin et avec le plus grand nombre de peuples et de nations européennes possible.

6) QUELLE EST LA FINALITÉ DU PROJET ALTERNATIF POUR LEQUEL NOUS LUTTONS?

Elle est double.

L'« Union » refondée doit **PROTÉGER LES POPULATIONS** qui y vivent **CONTRE LES EFFETS PERVERS DE L'ACTUELLE MONDIALISATION**. Elle doit permettre la mise en commun de moyens à même de porter un modèle social et écologique avancé dans la mondialisation. Sa priorité doit être la promotion des femmes et des hommes : « l'humain d'abord » !

Et « dans le même temps », elle doit user de son poids pour contribuer à changer les relations internationales pour **RÉGULER ET HUMANISER LA MONDIALISATION**. Et ce en coopération avec tout pays ou région du monde qui partage ce même objectif, dans le respect des principes de la Charte des Nations-Unies.

Face aux dérives dangereuses que connaît un monde sans boussole, c'est l'un des grands combats de classe, à visée humaniste, de notre temps !

7) LA SORTIE DE L'UE EST-ELLE UNE SOLUTION ?

Nous ne le pensons pas.

D'abord, ne nous leurrions pas sur le coût économique, social et politique d'une rupture de liens aussi étroits tissés durant des décennies entre pays membres. L'exemple de la Grande-Bretagne, qui est pourtant l'État le moins intégré dans l'UE, nous en dit long sur les difficultés à défaire ces liens sans risquer un saut dans l'inconnu.

Ensuite, il faut être conscient du fait que **SORTIR DE L'UE N'EST PAS SORTIR DU CAPITALISME** ! Les marchés financiers, les créanciers, le FMI, la concurrence sans merci et la guerre économique, tous les rapports de domination ne sont pas l'apanage de l'UE. Ce que nous reprochons à l'UE n'est pas d'inventer ces machines de guerre mais de ne pas nous protéger contre elles ! Et quand nous disons « UE », CELA COMPREND LA CLASSE DIRIGEANTE FRANÇAISE : celle-ci contribue (de tout temps) activement à faire de cette UE ce qu'elle est. Or, sortir de l'UE ne nous libèrerait pas de ces co-gérants de l'Europe libérale ! En outre, l'éclatement de l'euro conduirait ses anciens États membres à se lancer dans une cascade de « dévaluations compétitives » dont les travailleurs seraient les premières victimes.

Enfin, nous vivons à l'ère des INTERDÉPENDANCES. Le retour en arrière n'ouvre aucune perspective. Il faut en sortir par le haut, autrement dit la transformation positive de l'Union européenne.

8) QUELLES LEÇONS TIRER DU GRAVE ÉCHEC DE L'EXPÉRIENCE GRECQUE ?

Pourquoi le projet social et progressiste de Syriza s'est-il heurté à un tel mur d'intransigeance et a-t-il conduit à un véritable coup d'État financier de la part des plus hauts responsables de l'UE et de la zone euro en particulier ? Parce que ces forces dominantes coalisées ont voulu à tout prix ETOUFFER DANS L'ŒUF L'ESPOIR suscité par ce précédent, dans toute l'Europe du Sud notamment.

Or, dans ce bras de fer existentiel, il n'y a pas eu, face au pouvoir financier décisif d'un Schäuble (ministre des finances allemand) ou d'un Draghi (président de la BCE), de contre-poids significatif ! AUCUN ETAT MEMBRE -France comprise- N'À BRONCHÉ ! Quant aux forces progressistes, elles ont exprimé leur sympathie au peuple et aux dirigeants grecs, mais sans réussir à se mobiliser à la hauteur de l'enjeu.

La leçon à tirer n'est pas que « décidément, ils sont trop forts, en face » ! En effet, la Grèce, pays d'un poids modeste dans la zone euro et, qui plus est, surendetté, était particulièrement mal placée pour cet affrontement, sauf à bénéficier d'alliés suffisants. Le véritable enseignement politique du grave échec grec est qu'il faut prendre la mesure des moyens que nos adversaires coalisés sont prêts à mobiliser pour sauver leurs positions de pouvoir, et de choisir une stratégie propre à y faire face avec succès. Non pas celle du chantage à la « sortie de l'UE », qui conduit, en réalité, à redonner aux libéraux une légitimité largement perdue auprès du plus grand nombre ! Mais celle du RASSEMBLEMENT dans la durée POUR LE CHANGEMENT, celle de la recherche permanente de CONVERGENCES PROGRESSISTES avec d'autres peuples de l'UE. Les possibilités de tels rapprochements sont réelles autour de quelques axes-clés, tels que la relance sociale et une utilisation des moyens financiers qui la rendent possible; la transition écologique de l'économie; la démocratie citoyenne et le respect de la souveraineté populaire; la sécurité par la coopération, la paix et l'ouverture au monde...

9) Y A-T-IL UN "PROBLÈME ALLEMAND" DANS L'ACTUELLE UNION EUROPÉENNE ?

Il y a un grand problème d'INEGALITE entre les pays membres et de domination des plus forts sur les plus faibles. Au sommet de cette pyramide, il y a effectivement, aujourd'hui, l'Allemagne. Ce phénomène malsain est directement lié au tournant libéral majeur de l'UE qui a marqué la fin des années 80 et le début des années 90 (Marché unique, Maastricht).

Dans ce contexte, l'Allemagne réunifiée a pris une place de plus en plus centrale : toutes les classes dirigeantes ont accepté que la BCE soit conçue sur le modèle de la Bundesbank; que les critères de Maastricht et du Pacte de stabilité s'inspirent de « l'ordolibéralisme » en vigueur outre-Rhin; que s'installe un manque cruel de solidarité dans l'UE suivant l'obsession des conservateurs allemands : LE REFUS D'UNE « UNION DE TRANSFERTS » (des pays riches vers les autres) , etc...Pour cette Europe libérale, l'Allemagne de Schroeder, Kohl ou Merkel est devenue le modèle à suivre. La crise de la zone euro et les « sauvetages » de pays ne pouvant plus se financer sur les marchés a encore renforcé le poids et donc le pouvoir de Berlin.

« Changer l'Europe » passe aussi -à nos yeux comme à ceux de nos amis de « Die Linke »- par la rupture avec cette logique perverse.

10) QUEL AUTRE RÔLE POUR L'EURO ET POUR LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE ?

L'objectif est de nous libérer du pouvoir exorbitant des marchés financiers pour orienter l'argent vers des objectifs sociaux et environnementaux. Un instrument essentiel pour y parvenir est la BCE à condition d'en changer les missions et le fonctionnement.

Il faut mesurer le potentiel extraordinaire que représente LA CAPACITÉ DE LA BCE DE CREER DE L'ARGENT ! En trois ans, elle a racheté pour...2400 milliards d'euros (6 fois le budget de la France) de titres de dette, procurant ainsi gratuitement des sommes faramineuses d'argent frais aux banques européennes, sans même exiger en retour que cette manne aille à l'économie réelle, et encore moins à la création d'emplois ! Eh bien, lutter pour « CHANGER L'EURO », c'est agir pour que cette formidable mine d'argent aille aux États membres -et ce exclusivement pour des projets d'investissements au service de la création de richesses, d'emplois qualifiés, de services publics.

Nous avançons à cette fin l'idée de la création d'un FONDS EUROPÉEN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL. Sa mission serait d'instruire les demandes des crédits destinés à ces seuls usages de la part des États membres et de s'assurer du respect des critères d'affectation. Comme toute banque, ce Fonds pourrait bénéficier de la création monétaire de la BCE. Précision : nul besoin de changer de traité pour réaliser un tel Fonds ! Cette proposition contourne à dessein les obstacles des traités européens pour retirer aux dirigeants nationaux et européens tout prétexte d'écarter l'idée d'un revers des mains.

Naturellement, il ne suffit pas d'énoncer une telle idée, il faut lutter pour lui gagner de nombreux soutiens parmi les travailleurs, les citoyens. D'ores et déjà, tous les partis du Parti de la Gauche européenne (PGE) ont fait leur cette proposition du PCF.